



23.083

**Aufsicht und Transparenz
in den Energiegrosshandelsmärkten
(BATE). Bundesgesetz**

**Surveillance et la transparence
des marchés de gros de l'énergie
(LSTE). Loi fédérale**

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.06.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

Präsidentin (Riniker Maja, erste Vizepräsidentin): Wir behandeln das Eintreten und die Detailberatung in einer Debatte.

Kolly Nicolas (V, FR), pour la commission: Le projet de loi fédérale sur la surveillance et la transparence des marchés de gros de l'énergie vise à renforcer la régulation et la transparence de ces marchés en Suisse. Ce projet de loi intervient dans un contexte de tension sur les marchés européens de l'énergie, notamment à cause de la guerre en Ukraine. Il est prévu dans ce nouveau projet de loi de confier à la Commission fédérale de l'électricité (Elcom) la responsabilité de la surveillance des marchés de gros de l'énergie en Suisse, avec pour objectif de garantir des prix justes et une concurrence loyale. Le contexte de cette loi s'explique par l'interconnexion étroite entre le marché énergétique suisse et les marchés européens. Les fluctuations de prix en Europe ont eu en effet des répercussions directes en Suisse.

Afin de prévenir des crises similaires à celles observées depuis 2021 par rapport aux coûts de l'énergie et pour assurer une transparence accrue, la loi propose toute une série de mesures. Ainsi, les entreprises actives sur ces marchés devront s'enregistrer auprès de l'Elcom, transmettre des informations sur leurs transactions et publier des données pour permettre une surveillance efficace. Cette loi s'inspire largement des dispositions en vigueur dans l'Union européenne, notamment le règlement européen concernant l'intégrité et la transparence du marché de gros de l'énergie (Remit). Ces mesures visent à prévenir et à sanctionner les comportements de marché illicites comme l'exploitation d'informations privilégiées ou les manipulations de marché. Les entreprises devront également respecter des normes strictes concernant la gestion des risques et la continuité des activités, particulièrement en cas de fluctuation extrême des prix de l'énergie. La loi prévoit des sanctions administratives et pénales pour les violations graves des obligations légales. Ces sanctions seront appliquées par l'Elcom, qui pourra aussi collaborer avec les autres autorités nationales et internationales pour garantir l'efficacité de la surveillance. Les entreprises européennes actives sur le marché suisse devront également se conformer à ces obligations en transmettant les mêmes informations à l'Elcom que celles fournies aux autorités européennes. Cette double obligation vise à harmoniser les pratiques de surveillance entre la Suisse et l'Union européenne, tout en évitant des charges administratives inutiles pour les entreprises. La loi prévoit aussi une procédure d'agrément

AB 2024 N 1191 / BO 2024 N 1191

pour les plateformes d'informations privilégiées et les mécanismes de déclaration, afin de garantir la fiabilité des données publiées et transmises.

La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie de notre conseil (CEATE-N) a débattu de l'entrée en matière de cette loi lors de sa séance du 23 janvier dernier. La commission a accueilli favorablement le projet de loi et l'entrée en matière n'a pas été combattue. Cependant, certaines inquiétudes ont été exprimées quant à la charge administrative pour les petites entreprises et au risque de surréglementation. La commission a ensuite procédé aux auditions des milieux intéressés lors de sa séance du 19 février. Les personnes entendues ont rendu attentive la commission aux risques et aux coûts potentiels de cette régulation. Par ailleurs, elles ont exprimé des préoccupations quant à la complexité administrative et





aux doubles tâches potentielles entre la loi nationale et la réglementation européenne.

La CEATE-N a procédé à l'examen de fond du projet lors de sa séance du 13 mai. La commission a procédé à toute une série de modifications d'ordre technique du projet de loi, notamment à l'article 3, en vue de définir juridiquement toute une série de termes particuliers. Une série d'autres modifications ont été opérées aux articles 3, 4, 6 à 8, 10 à 12, 16 et 17, en introduisant une délégation en faveur du Conseil fédéral concernant la réglementation de certains éléments. L'administration nous a soumis toute une série de modifications d'ordre technique, qui ont été acceptées par la commission sans opposition.

Concernant l'article 17, qui prévoit les dispositions pénales, la commission a débattu afin de déterminer si l'infraction n'était punie que lorsqu'il y avait une intentionnalité ou une négligence grave, ou alors dans tous les cas, c'est-à-dire également lorsqu'il s'agissait d'une simple négligence. Cependant et contrairement au droit pénal traditionnel, la régulation des manipulations de marché n'exige pas d'éléments subjectifs de faute. L'Elcom s'appuiera sur la pratique de la Finma afin d'évaluer les comportements constitutifs d'une infraction sur les marchés de l'énergie, de manière similaire au droit des marchés financiers suisses.

Pour cette raison, la commission a décidé de maintenir la formulation proposée actuellement par le Conseil fédéral, tout en précisant cependant le contenu des lettres b et c de l'article 17 par rapport aux dispositions pénales. Une minorité Vincenz propose cependant de préciser que les infractions pénales exposées à l'article 17 ne sont punies que si le comportement de l'auteur est intentionnel ou correspond à de la négligence grave. A contrario, en cas de négligence simple, il n'y aurait pas d'infraction pénale conformément à cette proposition de minorité.

Au final, le projet de loi tel qu'il ressort des délibérations de la CEATE-N a été accepté à l'unanimité; au nom de la commission, je vous recommande d'en faire de même.

Roduit Benjamin (M-E, VS): Cher collègue, d'après l'article 11 alinéa 9 lettre b, le Conseil fédéral peut prévoir des exceptions à l'obligation de communication d'informations à l'Elcom "pour les contrats portant sur la livraison physique d'électricité produite par une ou par plusieurs unités de production ayant une capacité réduite". Est-ce que la commission s'est penchée sur la question de savoir s'il fallait également envisager une exception pour les contrats qui tomberaient dans la catégorie de produits dérivés – c'est à l'article 3 – et qui impacteraient lourdement les sites de production à capacité réduite?

Kolly Nicolas (V, FR), pour la commission: Non, la commission ne s'est pas posé cette question. De manière générale, dans ce projet de loi, la réglementation des points précis des dérogations est systématiquement remise à la compétence et à des délégations de compétences du Conseil fédéral, lequel devra s'inspirer de la réglementation européenne.

Par rapport aux exceptions pour les petites transactions, pour la petite production, la réglementation européenne retient une valeur de 10 mégawatts pour les contrats portant sur la livraison physique d'électricité, de 20 mégawatts pour les contrats portant sur la livraison physique de gaz. C'est relativement important. Ce sera au Conseil fédéral de déterminer ces limites, mais la commission est consciente des problèmes de surréglementation qui se poseront pour les petits producteurs concernés.

Pult Jon (S, GR), für die Kommission: Die UREK Ihres Rates hat das vorliegende Bundesgesetz über die Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten an drei Sitzungen beraten. Am 22. Januar dieses Jahres traten wir ohne Gegenantrag auf die Vorlage ein. Wir taten dies im Wissen, dass die EU zu diesem Zeitpunkt ihre Verordnung über die Integrität und Transparenz des Energiegrosshandelsmarkts – die Regulation on Wholesale Energy Market Integrity and Transparency (Remit) – revidierte. Das Ziel des Bundesrates und auch der UREK war und ist es, unser Schweizer Gesetz möglichst deckungsgleich zur EU-Verordnung zu gestalten. Die EU ergänzte ihre Verordnung letzten Winter und diesen Frühling, auch vor dem Hintergrund der Erfahrungen der Energiekrise ab 2021 mit ihrem Höhepunkt im Herbst 2022 und des technologischen Wandels unter dem Stichwort algorithmischer Handel. Denn es ist klar, eine geopolitische und energiepolitische Krise oder zumindest eine unübersichtliche Lage auf den Märkten ist immer auch eine Chance für dubiose Akteure im Markt und birgt die Gefahr der Marktmanipulation oder des Insiderhandels, was wiederum zu Verwerfungen führen kann, welche die Versorgungssicherheit gefährden können.

Am 19. Februar hörte die UREK-N die Kantone, die Elcom, die Branche an und beschloss, dass wir die Detailberatung vornehmen, sobald die Revision der Remit-Verordnung abgeschlossen sein würde. Im Mai war es so weit: Am 13. Mai führten wir die Detailberatung durch. Ausgestattet mit zusätzlichen Informationen und in Kenntnis der überarbeiteten und schon in Kraft gesetzten Remit-Verordnung der EU führte unsere Kommission die Detailberatung durch.

Ich nehme es vorweg: Einstimmig empfehlen wir Ihnen, dieses Gesetz anzunehmen. Ihre UREK ist der Über-



zeugung, dass aufgrund der volkswirtschaftlichen Bedeutung einer sicheren Stromversorgung eine angemessene Aufsicht über die Energiegrosshandelsmärkte erforderlich ist und dass es notwendig ist, dass der Schweizer Energiegrosshandelsmarkt nach den gleichen Spielregeln funktioniert wie die Märkte in Europa. Damit betreiben wir auch Vorsorge gegenüber externen Marktausschlägen.

Im Herbst 2022 musste unser Parlament bekanntlich das Bundesgesetz über subsidiäre Finanzhilfen zur Rettung systemkritischer Unternehmen der Elektrizitätswirtschaft, den sogenannten Rettungsschirm, beschliessen. Dieses bis Ende 2026 befristete Gesetz soll dafür sorgen, dass Preisaufschläge auf dem europäischen Strommarkt nicht zu Liquiditätsengpässen bei systemkritischen Energieunternehmen führen, die dann äusserst gefährliche Kettenreaktionen verursachen können, bis hin zum Ausfall des ganzen Systems. Der Rettungsschirm hat bisher insofern seine Aufgabe erfüllt, als nur schon seine Existenz die betroffenen Unternehmen stabilisiert hat. Gelder mussten zum Glück nicht gesprochen werden, weil die schiere Existenz des Rettungsschirms dafür sorgte, dass die Banken den betroffenen Unternehmen Liquidität zuführten.

Doch, wie gesagt, ab dem 1. Januar 2027 ist der Rettungsschirm weg. Für dessen Ablösung hat der Bundesrat drei gesetzgeberische Schritte vorgesehen. Die erste Etappe ist das vorliegende Bundesgesetz über die Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten (BATE). Der zweite Schritt ist eine Änderung des Stromversorgungsgesetzes, die sich momentan in der Vernehmlassung befindet. Dabei geht es um Eigenmittel- und Liquiditätsvorschriften für systemrelevante Energieunternehmen. Schliesslich wird die dritte Etappe, die sich mit dem unterbrechungsfreien Betrieb von systemrelevanten Kraftwerksanlagen in Konkursfällen befasst, im Herbst dieses Jahres in die Vernehmlassung geschickt werden.

Mit dem heute zu behandelnden Gesetz sollen Marktmanipulationen und Insiderhandel auch im Schweizer Energiegrosshandelsmarkt verboten werden. Mit dem BATE

AB 2024 N 1192 / BO 2024 N 1192

werden die Teilnehmenden am Energiemarkt verpflichtet, der Aufsichtsbehörde Elcom Daten über ihre Transaktionen abzuliefern und Insiderinformationen zu veröffentlichen. Die Elcom erhält eine rechtliche Grundlage, um den Energiegrosshandel zu überwachen und unzulässiges Marktverhalten zu ahnden.

Der Energiegrosshandel ist international stark vernetzt, und viele Schweizer Akteure müssen bereits heute die regulatorischen Anforderungen der Europäischen Union erfüllen. Wie schon angetönt, hat die EU im Mai ihre Regeln in diesen Bereichen modernisiert und weiterentwickelt. Der UREK war es ein Anliegen, diese Anpassungen der EU-Verordnung direkt in unsere Gesetzgebung zu überführen. Dafür haben wir an der Vorlage des Bundesrates verschiedene Anpassungen gemacht und Ergänzungen hinzugefügt. So ist die Schweizer Regulierung von Anfang an mit dem EU-Recht konform, kompatibel, harmonisiert, was den administrativen Aufwand für alle Unternehmen, für die Marktteilnehmenden, klein hält. Das ist der Kommission wichtig. Einen wie auch immer gearteten Swiss Finish will die UREK ausdrücklich vermeiden.

Sie sehen es in der Fahne: Alle materiell bedeutenden Anpassungen an der Gesetzesvorlage gegenüber der Version des Bundesrates ergeben sich aus der Anpassung der EU-Verordnung. So spricht sich die Kommission zum Beispiel dafür aus, mit den neuen Artikeln 14a und 14b auch den algorithmischen Handel und den direkten elektronischen Zugang zu organisierten Energiehandelsmarktplätzen zu regulieren. Weiter sind zusätzliche Auskunftspflichten vorgesehen. Organisierte Märkte sollen der Elcom gemäss Artikel 11 Absatz 3bis Einsicht in die Transaktionen und Handelsaufträge geben. Mit Artikel 11 Absatz 7bis sollen von den Marktteilnehmenden auch Angaben über ihre Risikooptionen verlangt werden können. Da im Schweizer Recht für die Weitergabe von Informationen ins Ausland strenge Regeln gelten, möchte die Kommission im neuen Artikel 38a klar festhalten, unter welchen Bedingungen Teilnehmende am Schweizer Markt Daten zum Energiehandel an ausländische Regulierungsbehörden weitergeben dürfen. Der neue Artikel 5a verlangt, dass Teilnehmende am Schweizer Markt mit Sitz oder Wohnsitz im Ausland eine Vertretung in der Schweiz bezeichnen müssen.

Neben den Transparenzpflichten ist auch die Definition von Marktmanipulation ein zentraler Teil des Gesetzes. Die Kommission spricht sich einstimmig dafür aus, die Definition in Artikel 17 zu erweitern. Auch die Änderung und der Rückzug von Handelsaufträgen oder andere missbräuchliche Verhaltensweisen in Bezug auf Handelsaufträge sollen davon erfasst werden. Die einzige Minderheit beantragt – ebenfalls in Artikel 17 –, die Definition von Marktmanipulation in einem anderen Aspekt enger zu fassen: Nur vorsätzliches oder grob fahrlässiges Handeln soll darunterfallen. Die Mehrheit unterstützt aber die Formulierung des Bundesrates, die sich am Schweizer Finanzmarktrecht orientiert. Die grosse Ähnlichkeit zwischen den Finanz- und den Energiemärkten in diesem Zusammenhang ist offensichtlich.

Ihre Kommission entschied einstimmig, auf das Gesetz einzutreten. Bei Artikel 17 Absatz 1 entschied die Kommission mit 17 zu 6 Stimmen, und in der Gesamtabstimmung entschied sie wiederum einstimmig, das Gesetz anzunehmen.



Ich beantrage Ihnen, der Kommission zu folgen. Das ist ein wichtiger Schritt zum Schutz der Integrität unserer Energiemärkte und für die Aufrechterhaltung des Vertrauens in diesen Märkten, und es dient letztlich der Versorgungssicherheit.

Vincenz-Stauffacher Susanne (RL, SG): Artikel 17 des Bundesgesetzes über die Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten betrifft die Marktmanipulation. Dieser Artikel definiert, welche Handlungen und Tatbestände unzulässig sind. Dabei wird im bundesrätlichen Entwurf, welcher von der Mehrheit Ihrer Kommission unterstützt wird, keine Unterscheidung hinsichtlich des subjektiven Tatbestands gemacht, also dazu, ob jemand mit Wissen und Willen und damit absichtlich den Markt manipuliert oder ob dies aufgrund einer reinen Unachtsamkeit geschieht.

Meine Minderheit will dies, auch aus pragmatischen Gründen, klar definieren und einschränken. Im Sinne der entsprechenden Bestimmung unzulässig handeln soll nur, wer die unzulässige Handlung vorsätzlich oder zumindest grob fahrlässig begeht. Damit ist der Antrag meiner Minderheit enger gefasst als die Fassung der Mehrheit.

Nicht jede einfache operative Unzulänglichkeit bzw. fehlerhafte Handelstätigkeit soll den Tatbestand der Marktmanipulation erfüllen. Denn man muss sich bewusst sein: Im Energiegrosshandel werden Millionen von Transaktionen ausgeführt. Es liegt auf der Hand, dass Flüchtigkeitsfehler dabei nicht immer und jederzeit ausgeschlossen werden können. Ich verweise auf das Beispiel eines sogenannten Fat Finger Trade. Das ist ein Fehler bei der Eingabe einer Order beim Börsenhandel, also ein Vertipper. Dies kann bei hoher Arbeitsintensität vorkommen, und zwar ohne böse Absicht.

Genau hier setzt meine Minderheit an. Bei einem solchen menschlichen Versagen spielt die Motivation dahinter für die Strafbarkeit eine entscheidende Rolle. Damit soll die reine Fahrlässigkeit ausdrücklich ausgeschlossen werden. Erst die Grobfahrlässigkeit und selbstverständlich der Vorsatz sollen zu Sanktionen führen. Entscheidend dabei ist, dass der Unrechtsgehalt in derartigen Fällen gering ist. Das hat aber wiederum keinen Einfluss auf einen möglichen Reputationsschaden: Davon unbesehen ist der Reputationsschaden bei einer Sanktionierung, und mag der Fehler noch so unabsichtlich und klein sein, auf jeden Fall gross. In solchen Fällen besteht ein eklatantes Missverhältnis zwischen Verschulden und sich daraus ergebender Wirkung. Dies widerspricht dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit.

Aus diesen Gründen bitte ich Sie um Annahme meines Minderheitsantrages.

Giezendanner Benjamin (V, AG): Zielsetzung der vorliegenden Gesetzgebung ist es, dass im Handel mit Energie künftig mehr Transparenz besteht. Der schweizerische Regulator soll vermehrt Einsicht in die Handelsaktivitäten haben und auch die Risiken reduzieren können, allenfalls mit genügend Vorlauf. Die Vorlage zum Bundesgesetz über die Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten darf aber nicht isoliert betrachtet werden. Wie wir bereits gehört haben, werden zwei weitere Säulen folgen. Dabei wird es um Bussen, die Liquidität und die Eigenkapitalanforderungen gehen. Zudem wird es eine Revision des SchKG geben, bei der es um das Business Continuity Management gehen wird.

Bisher waren schweizerische Unternehmen, die am Schweizer Markt teilnahmen, nicht rechenschaftspflichtig. Insiderhandel und Marktmanipulation konnten somit weder erkannt noch sanktioniert werden. Die fehlende Regulierung öffnete dem Missbrauch Tür und Tor, und insbesondere in Zeiten, in denen Marktaktivitäten aufgrund von Angebots- und Nachfrageänderungen keine effizienten Preisfestsetzungen ermöglichten, konnte man nicht eingreifen. Weiter zeigte uns die Strommarktkrise der Jahre 2021 und 2022 auf, dass in diesem Bereich ein grosses Risiko besteht. Im Nachhinein darf auch festgehalten werden, dass wir etwas Glück hatten und dass die Elcom zu keinem Zeitpunkt über genügend Informationen verfügte.

Die vorliegende Gesetzgebung lehnt sich stark an die Mechanismen der europäischen Gesetzgebung namens Regulation on Wholesale Energy Market Integrity and Transparency (Remit) an. In der Beratung war unbestritten, dass möglichst kein Swiss Finish entstehen sollte. Bereits seit über zehn Jahren sind international tätige Stromhandelsunternehmen von Remit betroffen. Das geht insbesondere grosse Lieferanten wie Axpo und Alpiq etwas an. Von dieser Vorlage verstärkt betroffen sein werden wiederum die kleineren Elektrizitätsunternehmen. Das sollte uns aufhorchen lassen, denn bereits im Rahmen der Vernehmlassung zum Mantelerlass konnten wir sehen, dass die Belastungen für die Elektrizitätsversorgungsunternehmen (EVU) immer grösser werden.

Die SVP-Fraktion steht dieser Vorlage in zwei Punkten kritisch gegenüber: Einerseits ist die Kehrseite dieser zusätzlichen Belastung für kleinere EVU, dass die Elcom anwachsen wird, wobei wir hoffen, dass es diesbezüglich einen pragmatischen Ansatz geben wird und dass nicht wieder Dutzende



von Leuten neu eingestellt werden. Andererseits hat uns meine Vorrednerin bei Artikel 17 Absatz 1, bei der Beweislastumkehr, überzeugt, sodass wir dort der Kommissionsminderheit folgen werden.

Wir hoffen, dass dieser Erlass zu mehr Transparenz und zu weniger Risiken führen wird. Wir werden sehen, was die beiden anderen Säulen noch dazu beitragen werden.

Paganini Nicolò (M-E, SG): Wer nach dem Staat ruft, der bekommt auch mehr Staat – unter diesem Motto behandeln wir heute das vorliegende Bundesgesetz über die Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten (BATE).

Sie erinnern sich wohl alle noch an den Herbst 2022, als die Energiepreise insbesondere im Zuge der Auswirkungen des russischen Angriffskrieges gegen die Ukraine förmlich explodierten. Der Strompreis stieg damals kurzfristig etwa um den Faktor 20. Die auf den Energiegrosshandelsmärkten verlangten sogenannten Margin Calls brachten grosse Schweizer Stromkonzerne in arge Liquiditätsschwierigkeiten. Das Parlament beschloss daraufhin im Eilzugtempo den berühmten Rettungsschirm. Diese Regelung, das Bundesgesetz über subsidiäre Finanzhilfen zur Rettung systemkritischer Unternehmen der Elektrizitätswirtschaft, läuft Ende 2026 aus. Wir sind daher gehalten, uns zu überlegen, wie es danach weitergeht. Das BATE ist der erste von drei Bausteinen zur Ablösung der Gesetzgebung über den Rettungsschirm.

Mit der Installation des Rettungsschirmes für die Schweizer Stromkonzerne geriet ein zuvor wenig beachteter Marktplatz in den Fokus von Öffentlichkeit und Politik. Die grossen Stromunternehmen haben also selbst dafür gesorgt, dass die Rahmenbedingungen für das Funktionieren dieser Energiemärkte überprüft und neu definiert werden. Auf das BATE werden ja noch zwei weitere Vorlagen zu den Eigenmittelvorschriften und zur Fortsetzung der Stromproduktion bei Unternehmen in finanzieller Schieflage folgen.

Die Mitte-Fraktion. Die Mitte. EVP unterstützt das vorliegende Bundesgesetz. Wenn Sie die Fahne anschauen, so wird rasch klar, dass sich die Fraktionen für einmal einig sind: Es gibt keinen Antrag auf Nichteintreten und nur einen einzigen Minderheitsantrag im Bereich der Sanktionen, bei dem die Mehrheit der Mitte-Fraktion. Die Mitte. EVP übrigens den Antrag der Kommissionsmehrheit unterstützen wird.

Die Mitte-Fraktion begrüsst, dass die UREK-N die neuesten Entwicklungen im Bereich der europäischen Gesetzgebung zu diesem Thema, der sogenannten Remit-Verordnung, in letzter Minute in den Gesetzentwurf eingebaut hat. So sollte dreierlei sichergestellt werden können: dass das Gesetz erstens nicht bereits bei Inkrafttreten wieder revisionsbedürftig ist; dass Schweizer Stromunternehmen zweitens vis-à-vis dem Schweizer und dem europäischen Regulator identische Pflichten haben; dass wir drittens der Versuchung widerstehen können, bei der Regulierung der Energiegrosshandelsmärkte einen Swiss Finish zu installieren.

Etwas Gutes kann man der Energiekrise im Jahr 2022 nachträglich noch abgewinnen. Dass Insiderhandel und Marktmanipulationen im Energiehandel, im Gegensatz etwa zum Wertpapierhandel, nicht spezialgesetzlich verboten und unter Strafe gestellt sind, erstaunt doch sehr. Ganz offensichtlich wurden die Energiemärkte jahrelang komplett unterschätzt. Die milliardenschweren Handelsvolumina blieben unterhalb des Radars von Bevölkerung, Medien und Politik.

Die Mitte-Fraktion unterstützt sehr, dass solche unfairen Praktiken verboten werden und damit eine Analogie zum Wertpapierhandel hergestellt wird. Mit dem neuen Gesetz erhält die Elcom zusätzliche Informationen, die ihr helfen sollen, gefährliche Entwicklungen an den Märkten, welche die Versorgungssicherheit der Schweiz mit elektrischer Energie gefährden, rechtzeitig zu erkennen.

Neben aller neuen Regulierung geht ein Appell an die grossen Stromkonzerne und vor allem an deren Aktionäre, meistens sind das ja Schweizer Kantone und Städte: Das Risikomanagement einzelner Unternehmen hat ganz offensichtlich versagt, das Eintreffen eines Extremereignisses wurde nicht für möglich gehalten. Wir hoffen, dass die Stromversorgungsunternehmen wieder etwas mehr zu dem werden, was sie bei ihrer Gründung waren: Sie waren noch keine Goldesel für die Kantons- und Städtetassen, sondern Institutionen mit grossen Staatsbeteiligungen zur Sicherstellung der Versorgung der Schweiz mit bezahlbarem Strom.

Vincenz-Stauffacher Susanne (RL, SG): Das neue Bundesgesetz über die Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten (BATE) enthält Bestimmungen zur Transparenz von Energiegrosshandelsmärkten, ein Verbot von Insidergeschäften, ein Verbot von Marktmanipulationen, Sanktionsmöglichkeiten für den Schweizer Energieregulator Elcom und Strafbestimmungen für Verstösse. Die FDP-Liberale Fraktion begrüsst und unterstützt diese Vorlage.

Hintergrund sind die massiven Preisverwerfungen auf den Energiemärkten ab 2021. Wir erinnern uns: Insbesondere seit Ausbruch des Krieges in der Ukraine sind die Energiemärkte sehr angespannt, mit direkten Auswirkungen auf die Schweiz. Dies hatte zur Folge, dass zuerst Alpiq und später Axpo beim Bund um Unterstützung nachsuchten. Während Alpiq das Gesuch wieder zurückzog, folgte ausgehend vom Gesuch der



Axpo die Ausarbeitung und Verabschiedung des sogenannten Rettungsschirms für die Strombranche, das dringliche Bundesgesetz über subsidiäre Finanzhilfen zur Rettung systemkritischer Unternehmen der Elektrizitätswirtschaft. Ziel des Rettungsschirms ist die Verhinderung eines eigentlichen Kollapses als Folge einer Kettenreaktion, wenn systemkritische Stromunternehmen bei starken Preisaufschlägen auf dem europäischen Markt wegen der zu leistenden Sicherheiten in Liquiditätsengpässe kommen. Der Rettungsschirm ermöglicht es den betreffenden Stromunternehmungen, beim Bund Darlehen zur Überbrückung von Liquiditätsengpässen zu beziehen.

Das besagte Gesetz ist aber auf Ende 2026 befristet; es braucht deshalb eine Anschlusslösung. Teil dieser Anschlusslösung ist die vorliegende Vorlage. Bereits in der Beratung des Rettungsschirms wurde die klare Forderung nach mehr Transparenz und einer Ahndung von Insiderhandel gestellt. Die Stärkung von Transparenz und Aufsicht über den Energiegrosshandel dient der Stabilität der Energiegrosshandelsmärkte, auf welchen schweizerische Energiegrosshandelsprodukte gehandelt werden. Es ist klar, dass Produktion und Handel sowie Endverbraucherinnen und Endverbraucher von einem guten Funktionieren der Märkte profitieren. Ein effizientes und akzeptiertes wettbewerbliches System basiert auf dem Vertrauen in die Transparenz und die Integrität der Preise an den Märkten. Mit dem nun vorliegenden Gesetz wird der dafür nötige Rahmen geschaffen.

Wichtig ist der FDP-Liberalen Fraktion, dass kein Swiss Finish geschaffen wird. Dem kommt das BATE nach. Es lehnt sich stark an die entsprechenden Regelungen in der EU an. Ich verweise auf die Remit-Verordnung der EU aus dem Jahr 2011, die Durchführungsverordnung von 2014 und die zentralisierte Überwachung durch die Agentur für die Zusammenarbeit der Energieregulierungsbehörden.

Ebenfalls wichtig zu erwähnen ist: Unser Bundesgesetz zieht weder eine Integration in den EU-Binnenmarkt noch eine Zusammenarbeit bei der Marktüberwachung nach sich. Das BATE verhindert aber, dass sich Unternehmen, welche sowohl in der Schweiz als auch in der EU tätig sind, in der Schweiz einerseits und im EU-Raum andererseits völlig anderen Anforderungen ausgesetzt sehen.

Bei aller Unterstützung für die Einführung von Transparenz- und Aufsichtsregelungen ist es der FDP-Liberalen Fraktion aber auch ein Anliegen, dass bei der Sanktionierung Augenmass gewahrt wird. Angesichts der Millionen von Transaktionen darf nicht jeder Flüchtigkeitsfehler pönalisiert werden. Die FDP-Fraktion wird deshalb meinen Minderheitsantrag zur Marktmanipulation bei Artikel 17 unterstützen; ich habe diesen Minderheitsantrag bereits begründet.

Kurz zusammengefasst dient dieses Gesetz dazu, mehr Transparenz zu schaffen. Das BATE stärkt die Aufsicht und festigt damit das Vertrauen in die Integrität der Energiemärkte.

Die FDP-Liberale Fraktion wird auf die Vorlage eintreten und, ausser bei Artikel 17, wo sie meinem Minderheitsantrag zustimmen wird, selbstverständlich jeweils der Kommissionsmehrheit folgen. Ich bitte Sie, dasselbe zu tun.

AB 2024 N 1194 / BO 2024 N 1194

Suter Gabriela (S, AG): Die SP-Fraktion tritt auf die Vorlage ein und unterstützt sie vollumfänglich.

Warum braucht es dieses Gesetz? Auf den europäischen Energiemärkten ist es in den letzten drei Jahren zu starken Preisaufschlägen gekommen, insbesondere auch aufgrund des russischen Angriffskriegs gegen die Ukraine und der darauffolgenden künstlichen Verknappung von russischem Gas für die Stromerzeugung. Diese Preisexplosion hat den Liquiditätsbedarf der Stromunternehmen massiv erhöht und namentlich Alpiq und Axpo in arge Schwierigkeiten gebracht. Damit solche systemrelevanten Unternehmen im Falle eines Liquiditätsengpässes nicht kollabieren und so die Versorgungssicherheit der Schweiz bezüglich Strom gefährden, haben wir im Parlament den sogenannten Rettungsschirm, das dringliche Bundesgesetz über subsidiäre Finanzhilfen zur Rettung systemkritischer Unternehmen der Elektrizitätswirtschaft, verabschiedet. Es ermöglicht systemkritischen Schweizer Stromunternehmen, Darlehen zur Überbrückung von Liquiditätsengpässen zu beziehen. Gleichzeitig wurden ihnen strengere Auskunftspflichten auferlegt. Dieses Gesetz läuft Ende 2026 aus und soll nun abgelöst werden. Das BATE ist der erste Teil davon. Wichtig ist: Es umfasst nicht nur den Stromhandel, sondern auch die Gasgeschäfte.

Die Vorlage hat zwei Ziele:

1. Licht ins Dunkle der Handelsdaten bringen: Aktuell fehlt eine solche Übersicht, was sich im Zusammenhang mit den Turbulenzen und der knappen Liquidität bei Alpiq und Axpo als problematisch erwiesen hat. Transparenz und eine verstärkte Aufsicht durch die Elcom sollen es ermöglichen, kritische Entwicklungen, die für die Versorgungssicherheit relevant sind, frühzeitig zu erkennen, Risiken im Strom- und Gashandelsmarkt rechtzeitig zu bemerken und auf sie reagieren zu können.



2. Marktmanipulationen einen Riegel schieben: Das Ausnützen und die Weitergabe von Insiderinformationen sowie Marktmanipulationen auf den Energiegrosshandelsmärkten gehören verboten. Es geht darum, zu verhindern, dass die Schweiz eine Insel für Insiderhandel oder Marktmanipulation wird, die wir dann selbst nicht kontrollieren können.

Was für die SP-Fraktion wichtig ist: Die neuen Bestimmungen müssen im Einklang mit den Regelungen in der EU stehen. Auch wir wollen keinen Swiss Finish. Wir begrüssen deshalb die Anpassungen, die die Kommission im Rahmen der Detailberatung vorgenommen hat. Auch wenn es zu diesen Punkten keine Vernehmlassung gab: Es wäre sehr verwunderlich, wenn sich die betroffenen Akteure gegen diese Anpassungen sträuben würden. Schliesslich gilt analoges Recht bereits heute in der EU. Das heisst, sämtliche Schweizer Akteure, die Stromgrosshandel in der EU betreiben, müssen sich bereits heute an diese Regeln halten.

Den Antrag der Minderheit Vincenz werden wir ablehnen und dem Entwurf des Bundesrates folgen. Es geht hier um die aufsichtsrechtliche Bestimmung zur Marktmanipulation und nicht um eine strafrechtliche Bestimmung. Es geht um die Frage, was unzulässiges Marktverhalten ist. Der Bundesrat möchte hier eine Regelung analog zum Finanzmarktrecht. Das unterstützen wir. Wenn eine natürliche oder juristische Person weiss oder wissen muss, dass ihr Verhalten nachteilige Auswirkungen auf den Markt haben kann, handelt sie unzulässig. Es braucht kein vorsätzliches oder grob fahrlässiges Handeln. Bei der Beurteilung, was unzulässiges Verhalten auf den Energiegrosshandelsmärkten ist, wird die Elcom die etablierte Praxis der Finma in diesem Bereich nutzen können.

Diese Vorlage ist der erste Streich, zwei weitere werden und müssen noch folgen. Einerseits ist dies eine Vorlage, die Vorgaben bezüglich der Eigenkapital- und Liquiditätsquote der systemkritischen Energieunternehmen macht. Wichtig mit Blick auf die Versorgungssicherheit sind aber vor allem Vorgaben zum Business Continuity Management (BCM). Hierzu soll andererseits eine Regulierung in einer dritten Vorlage kommen, damit im Fall eines Konkurses eines systemrelevanten Energieunternehmens dessen Produktionsanlagen weiterbetrieben werden können und die Versorgung weiterhin gewährleistet ist. Ein solches Gesetz, das Vorgaben zum BCM macht, muss nun schleunigst kommen, denn die Sicherstellung der Produktion ist für die Bevölkerung und unsere Wirtschaft noch viel wichtiger als die Rettung eines Unternehmens.

Clivaz Christophe (G, VS): La loi fédérale sur la surveillance et la transparence des marchés de gros de l'énergie (LSTE) constitue la première législation de remplacement du parachute de secours, le fameux "Rettungsschirm", que le Parlement a adopté suite aux problèmes de liquidités rencontrés par certains producteurs d'électricité. Ce parachute de secours ou, pour utiliser son nom complet, cette loi fédérale sur des aides financières subsidiaires destinées au sauvetage des entreprises du secteur de l'électricité d'importance systémique (LFiEI), doit être remplacée d'ici la fin 2026. La loi fédérale sur la surveillance et la transparence des marchés de gros de l'énergie s'aligne sur le règlement européen Remit qui vient d'être mis à jour. La législation suisse sera ainsi conforme à la législation européenne. La loi a pour objectif de mieux contrôler, maîtriser et prévenir les risques liés à des manipulations de marché. Elle réglemente également l'accès direct au marché organisé avec, notamment, de nouvelles obligations pour les intermédiaires ou une extension des obligations de déclaration.

De la même manière que tous les participants au marché ayant leur siège ou leur domicile en Suisse doivent désigner une représentation dans un Etat membre de l'Union européenne, la loi prévoit une disposition similaire pour les entreprises de l'Union européenne qui devront également désigner une représentation en Suisse. En outre, les accumulateurs d'électricité et de gaz font désormais partie du domaine de surveillance de la loi en tant que produits énergétiques de gros. Nous tenons ainsi compte du fait que le stockage deviendra de plus en plus important à l'avenir, en raison de la situation géopolitique actuelle et de l'extension du réseau. Enfin, dans le cadre de leur obligation de déclaration, les acteurs du marché doivent désormais inclure des informations sur leurs positions de risques, ventilées par produit.

En ce qui concerne la seule proposition de minorité déposée, relative à l'article 17 portant sur la manipulation de marché, nous n'allons pas la soutenir, mais suivre la majorité de la commission.

Cette révision est la première des trois révisions qui permettront de remplacer les dispositions du "Rettungsschirm". La consultation concernant la deuxième révision, à savoir l'établissement de prescriptions sur la gestion des risques et sur les liquidités des entreprises, prend fin ces jours-ci. Quant à la troisième révision, pas encore mise en consultation, elle proposera des dispositions visant à garantir la production d'électricité en continu en cas de faillites d'installations. A ce sujet, il est clair pour le groupe des Verts que les opérations spéculatives devraient cesser ou au moins être strictement séparées de l'exploitation des centrales.

Pour revenir aux dispositions sur lesquelles nous sommes appelés à nous prononcer aujourd'hui, le groupe des Verts soutient ce projet de loi visant à renforcer la surveillance et la transparence des marchés de gros



de l'énergie. C'est un élément essentiel pour contribuer à la stabilité du système énergétique et pour assurer l'approvisionnement en énergie de notre pays.

Bäumle Martin (GL, ZH): Zuerst zu meiner Interessenbindung: Ich bin Verwaltungsrat der Elektrizitätswerke des Kantons Zürich (EKZ), diese sind mit 18 Prozent an der Axpo beteiligt. Die EKZ haben aber bei diesem Thema keinerlei Einfluss auf die Aktivitäten der Axpo, könnten aber von diesem Gesetz indirekt betroffen sein. Die Grünliberale Fraktion wird auf die Vorlage eintreten, der Mehrheit folgen und der Vorlage am Schluss zustimmen. Der Kern der Vorlage ist eine Angleichung an die EU-Regelung, um das "level playing field" sicherzustellen. Es ist wichtig, dass für alle Händler gleich lange Spiesse gelten und wir auch diejenigen ausländischen Händler erfassen, die in der Schweiz tätig werden oder Firmen gründen. So verhindern wir, dass die Schweiz zum Beispiel zum Umgehungsort für Insiderhandel werden könnte, was sie einmal mehr unter Druck setzen könnte. Das ist der zentrale Grund, weshalb die

AB 2024 N 1195 / BO 2024 N 1195

GLP-Fraktion für die Vorlage ist. Die Vorlage hat aus unserer Sicht weniger mit der Entwicklung der Energiepreise bzw. mit der Vergangenheit der letzten zwei Jahre zu tun, auch wenn das Thema dadurch in der Schweiz klar stärker wahrgenommen wurde.

Die Branche wird das Gesetz handhaben können, weil ganz kleine Händler heute schon die Beschaffungen externalisiert haben, das heisst, sie werden nicht betroffen sein. Wie viele zusätzliche Player es gibt, die heute nicht schon deklariert sind und zusätzlich Daten liefern müssen, ist aus der Diskussion in der Kommission nicht ganz klar geworden. Gemäss den Aussagen des Bundesrates dürften neu primär ausländische Akteure in der Schweiz betroffen sein.

Der Stromhandel läuft faktisch bereits seit Längerem wie der Handel mit Finanztransaktionen und kann damit ähnlichen Gesetzmässigkeiten und Missbräuchen unterliegen. Für die Grünliberale Fraktion ist zentral, dass die Anträge eins zu eins in die EU-Regelungen überführt werden und nichts Zusätzliches eingefügt wird, aus dem ein Swiss Finish erfolgen könnte. So steht auch die Branche klar hinter der Vorlage. Ihre Kommission hat auch die neuen Anträge, welche erst im Rahmen der Beratung in der Kommission gestellt wurden, bei der Anpassung an die EU-Regelungen berücksichtigt. Der Ständerat wird dies noch einmal prüfen.

Zur Minderheit Vincenz: Die Grünliberale Fraktion wird der Mehrheit folgen. Die Begründung des Bundesrates, warum er die Marktmanipulation gleich regeln will wie in der Finanzbranche, ist plausibel. Der Bezug zum Finanzmarktrecht ist relativ wichtig, da auch die Möglichkeiten und Transaktionen, die ähnliche Exzesse verursachen könnten, immer vergleichbarer werden. Wenn man das gleich regelt, kann man hier schon einmal einen Riegel schieben und damit verhindern, dass Dinge geschehen, die man wirklich nicht will.

Die Grünliberale Fraktion will keine neuen Tatbestände schaffen. Es muss Rechtssicherheit bestehen. Diejenigen Leute, die in diesem Bereich handeln, wissen ganz genau, was sie tun dürfen und was nicht. Sie müssen entsprechend ausgebildet sein.

Zu den Sanktionierungen: Bei dieser Bestimmung gibt es klar noch offene Fragen. Auch hier ist ein "level playing field" sicherzustellen, und insbesondere ist sicherzustellen, dass Schweizer Unternehmen nicht schlechtergestellt werden als ausländische Unternehmen. Gemäss Aussagen in der Botschaft ist die Regulierung in der EU gleich wie diejenige gemäss Schweizer Vorlage. Aber im Gesetz geht es bei der Festlegung der Sanktion um in den in der Schweiz erzielten Vorjahresumsatz. Ich nehme an, bei einem grossen europäischen Player wie zum Beispiel der EDF würde der in der Schweiz erzielte Umsatz nur einen ganz kleinen Teil ausmachen. Wir hingegen haben Player, die vor allem in der Schweiz und in anderen europäischen Ländern tätig sind und insgesamt sehr grosse Umsätze erzielen. Wenn die Schweiz als Land mit nur 9 Millionen Einwohnern mit Axpo und Alpiq in ganz Europa tätig ist und diese 15 Prozent des gesamten in der Schweiz erzielten Vorjahresumsatzes geschuldet sind, könnte dies also eine ganz andere Kiste sein als bei einem Unternehmen aus einem anderen europäischen Land, das in der Schweiz tätig ist. Das könnte dazu führen, dass eine solche Sanktion einen Konkurs bewirkt. Das muss vermieden werden. Da müssen wir nochmals über die Bücher gehen.

Die Grünliberale Fraktion erwartet, dass dieser Punkt zur Überprüfung zuhanden des Zweitrates mitgegeben wird, um eben dieses "level playing field" zu erreichen. Wir sollten dafür sorgen, dass solche Sanktionen zwar wehtun, das heisst, dass sie schmerzen. Aber sie sollten nicht dazu führen, dass deswegen am Schluss der Konkurs einer Schweizer Unternehmung steht. In diesem Sinne hat sich der Bundesrat auch bereit erklärt, diesen Punkt zuhanden des Ständerates noch einmal genau zu prüfen, um das sicherzustellen.

Es wurden heute mehrfach die zwei weiteren Vorlagen erwähnt, die in der Pipeline sind. Ich möchte hier bereits gewisse Kritik von unserer Seite oder Fragezeichen dazu anmelden, ob diese Vorlagen dann zielführend und wirksam sind. Es ist nicht einfach so, dass die Verschärfung der Vorschriften zu Eigenkapital und Liquidität



mehr Sicherheit gibt, es kann auch zu Nachteilen und zu mehr Kosten führen, die dann der Konsument bezahlen muss. Ebenso ist eine Abwicklungsvorlage, wie wir sie aus der Bankensituation kennen, unter Umständen nicht zielführend, weil sie eben dann gar nicht wirksam ist.

Ich fasse zusammen: Die Grünliberale Fraktion tritt auf die Vorlage ein, stimmt der Mehrheit und am Ende der Vorlage zu.

Rösti Albert, Bundesrat: Wie Ihnen bekannt ist, sind an den Strom- und Gashandelsmärkten insbesondere seit Ende 2021 teils extreme Preisschwankungen zu beobachten. Die Energiegrosshandelsmärkte sind zunehmend untereinander vernetzt. Was auf dem Markt in einem Land passiert, beeinflusst auch die Handels- und Konsumentenpreise in anderen Ländern, sowohl beim Strom als auch beim Gas. Als Reaktion auf diese Entwicklungen hat das Parlament im Herbst 2022 das Bundesgesetz über subsidiäre Finanzhilfen zur Rettung systemkritischer Unternehmen der Elektrizitätswirtschaft, den sogenannten Rettungsschirm, beschlossen. Er gilt aber nur bis Ende 2026.

Die Situation an den europäischen Energiemärkten hat sich zwar merklich beruhigt, es verbleiben jedoch Unsicherheiten. Der Rettungsschirm soll darum von anderen Regelungen abgelöst werden. Dazu gehört als erste Massnahme das hier vorliegende und zu diskutierende Gesetz, das Bundesgesetz über die Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten (BATE).

Mit dem BATE will der Bundesrat die Transparenz und die Aufsicht über den Energiegrosshandel stärken. So kann die Stabilität der Energiegrosshandelsmärkte, auf denen schweizerische Energiegrosshandelsprodukte gehandelt werden, gesteigert werden. Mit dem Gesetz soll das Vertrauen in die Integrität dieser Märkte gefestigt werden. Weiter soll ein offener und fairer Wettbewerb sichergestellt werden, in dem die Preise unverfälscht dem Angebot und der Nachfrage entsprechen. Unzulässiges Marktverhalten wie etwa die Ausnutzung und Weitergabe von Insiderinformationen und Marktmanipulation sollen durch Strafandrohung unterbunden und, wenn nötig, sanktioniert werden. Schliesslich stellen wir sicher, dass die Entwicklung der Märkte im Hinblick auf eine sichere und erschwingliche Versorgung in der Schweiz beobachtet und überwacht wird.

Mit dem BATE wird für die Schweiz ein der EU-Regelung weitgehend gleichwertiges System geschaffen. Die Bestimmungen stehen im Einklang mit den entsprechenden EU-Regelungen. Sie sind jedoch nicht mit einer Integration in das entsprechende EU-System, die sogenannte Remit, verbunden. Für den Bundesrat ist es wichtig, dass das BATE nicht unnötig von den Regelungen der EU abweicht. Auch aus der Vernehmlassung war dies die wichtigste Rückmeldung.

Nun hat die EU nach der Verabschiedung der Botschaft durch den Bundesrat ihre Remit-Verordnung revidiert, dies ebenfalls als Reaktion auf die hohen und volatilen Energiepreise. Die Revision trat am 7. Mai 2024 in Kraft. Damit das BATE möglichst den revidierten EU-Rechtsgrundlagen entspricht, hat mein Departement im Auftrag der UREK-N eine Anpassung des Gesetzentwurfes vorbereitet.

Man könnte sich fragen: Weshalb haben wir nicht die EU-Vorschriften abgewartet? Wir haben dies nicht gemacht, damit wir das neue Gesetz rechtzeitig auf das Jahr 2026 in Kraft setzen können. Ich danke der Kommission für die Bereitschaft und Flexibilität, diese Anpassungen seitens der EU unkompliziert und unbürokratisch einfach aufzunehmen. So haben wir jetzt auch ein EU- bzw. Remit-konformes Gesetz. Die vorliegende Gesetzesfassung berücksichtigt nun also den neuesten Stand der EU-Gesetzgebung und ist mit ihr kompatibel.

Ich komme noch zu den wesentlichen Punkten der Vorlage. Mit der Vorlage werden die Pflichten der Teilnehmer am Schweizer Markt und der Teilnehmer am europäischen Markt sowie die Pflichten der Vermittler, der sogenannten Broker, geregelt. So müssen sich die Marktteilnehmer bei der Elcom als Aufsichtsbehörde registrieren, ihr die für die Marktaufsicht notwendigen Informationen übermitteln sowie die Insiderinformationen veröffentlichen. Zudem haben neu alle

AB 2024 N 1196 / BO 2024 N 1196

Marktteilnehmer mit Sitz oder Wohnsitz ausserhalb der Schweiz eine Vertretung in der Schweiz zu bezeichnen. Die Vorlage betrifft in erster Linie die Teilnehmer am Schweizer Markt, da diese unmittelbar am Handel mit schweizerischen Energiegrosshandelsprodukten beteiligt sind. Die Teilnehmer am europäischen Markt haben hingegen einen Sonderstatus. Sie haben zwar ihren Wohnsitz oder Sitz in der Schweiz, aber ihre Aktivitäten im Zusammenhang mit Energiegrosshandelsprodukten fallen unter den Geltungsbereich des europäischen Rechts, der Verordnung über die Integrität und Transparenz des Energiegrosshandelsmarkts (Remit). Für Vermittler am Schweizer Markt gelten aufgrund ihrer profunden Kenntnisse des Markts und ihrer Kundinnen und Kunden ebenfalls verschiedene Pflichten. Diese zielen hauptsächlich darauf ab, unzulässiges Marktverhalten zu verhindern. Zur Erkennung und Sanktionierung von unzulässigem Marktverhalten, der Ausnutzung und Weitergabe von Insiderinformationen und von Marktmanipulation sowie schwerer Verstösse gegen die Pflichten



nach dem Gesetz sind aufsichtsrechtliche Instrumente, Verwaltungssanktionen und strafrechtliche Sanktionen vorgesehen. In diesem Sinne empfiehlt Ihnen der Bundesrat, auf die Vorlage einzutreten und ihr schliesslich auch zuzustimmen.

Ich komme noch zum Antrag der Minderheit Ihrer Kommission. Gemäss Entwurf des Bundesrates und dem Antrag der Mehrheit der Kommission ist Marktmanipulation unzulässig, wenn die betroffene Person weiss oder wissen muss, dass ihr Verhalten nachteilige Auswirkungen auf den Markt haben kann. Die Minderheit der Kommission beantragt nun die Hinzufügung eines subjektiven Tatbestands in Artikel 17. Die Definition von Marktmanipulation würde damit eingengt, nur vorsätzliches oder grob fahrlässiges Handeln würde darunterfallen. Die Sicht des Bundesrates ist hier die Sicht der Mehrheit.

Artikel 17 regelt die aufsichtsrechtliche Bestimmung zur Marktmanipulation. Im Gegensatz zur Strafbestimmung zur Marktmanipulation in Artikel 40 BATE sollte bei der aufsichtsrechtlichen Bestimmung kein subjektiver Tatbestand erfüllt sein müssen, da das Aufsichtsrecht im Unterschied zum Strafrecht nicht der Vergeltung eines persönlichen Fehlverhaltens, sondern in erster Linie dem Anlegerschutz und der Funktionsfähigkeit eines integren transparenten Marktes dient. Ich bitte Sie hier aufzupassen, weil ich das als ziemlich relevant erachte, auch nachdem die SVP-Fraktion offenbar auf den Antrag der Minderheit umgeschwenkt ist.

Wenn Sie dem Entwurf des Bundesrates und dem Antrag der Kommissionsmehrheit folgen, schützen Sie also ein zufälliges Fehlverhalten – um es etwas vereinfacht und nicht juristisch zu sagen: einen Flüchtigkeitsfehler – vor aufsichtsrechtlichen Sanktionen. Die Differenz ist relativ klein, aber mir scheint das schon noch wichtig zu sein, weil es letztlich auch den Regelungen der Finma bei Finanztransaktionen entspricht. Wir wollen doch keine Leute aufsichtsrechtlich bestrafen, die gut arbeiten, aber einen Flüchtigkeitsfehler machen, den sie nicht begehen wollten und dessen sie sich nicht bewusst waren. Deshalb rate ich Ihnen, hier der Mehrheit zu folgen, wohl wissend, dass die Differenz nicht sehr gross ist.

Die Elcom muss bei ihrer Analyse des Fehlers feststellen, ob die betreffende Person aufgrund ihrer Kenntnisse und Erfahrungen und unter Anwendung der nach den Umständen gebotenen Sorgfalt wusste oder hätte wissen müssen, dass ihre Verhaltensweise nachteilig ist. Ein Profi kann natürlich nicht überall sagen: Ich habe einen Flüchtigkeitsfehler gemacht. Das ist schon klar; das ist ja kein Anfänger. Offensichtliche Fehler, bei denen ein Profi wissen muss, dass es sich dabei um Marktmanipulation handelt, werden aufsichtsrechtlich geahndet, auch gemäss dem Entwurf des Bundesrates. Aber Flüchtigkeitsfehler, von denen man sagen muss, dass so etwas einmal passieren kann, wären dann nicht betroffen. Das ist hier der Sachverhalt; das entspricht auch dem Schweizer Finanzmarktrecht bzw. dem Finanzmarktinfrastrukturgesetz.

Die Elcom wird bei der Beurteilung von Verhaltensweisen auf den Energiegrosshandelsmärkten die etablierte Praxis der Finma in diesem Bereich nutzen, das ist unser Anliegen.

Vor diesem Hintergrund bitte ich Sie, hier die Fassung des Bundesrates zu unterstützen.

Roduit Benjamin (M-E, VS): Herr Bundesrat, zuerst die Offenlegung meiner Interessenbindung: Ich bin Präsident des Schweizer Verbands der Kleinwasserkraft (Swiss Small Hydro). Nun zu meiner Frage: Hat Ihre Verwaltung die Auswirkungen der Aufhebung von Artikel 47 des Finanzmarktinfrastrukturgesetzes auf die Börsen, die dem Handel mit Stromderivaten dienen, geprüft? Es gibt nämlich Auswirkungen auf kleine Anlagen.

Rösti Albert, Bundesrat: Herr Roduit, ich kann Ihnen das beantworten. Wenn ein Sachverhalt sowohl das Finanzmarktinfrastrukturgesetz (FinfraG) als auch den Energiemarkt betrifft, gelten die Regeln des Finanzmarktinfrastrukturgesetzes. Die Regelung im FinfraG geht dann vor, und deshalb braucht es hier keine zusätzliche Vorschrift. Sie haben die Vorschriften mit dem BATE genügend geregelt, sodass wir nicht auch noch das FinfraG zusätzlich abändern müssen; es ist klar, was vorgeht. Sie können es nachschauen, in Artikel 2 Absatz 2 und in Artikel 11 Absatz 2 BATE sind die nötigen Regelungen getroffen.

Pult Jon (S, GR), für die Kommission: Nur noch kurz zur einzigen Frage, die umstritten ist und zu der es einen Minderheitsantrag gibt: Ich glaube, es ist wirklich wichtig, was Herr Bundesrat Rösti am Schluss gesagt hat. Niemand, weder der Bundesrat noch die Mehrheit oder die Minderheit, will einen klaren Flüchtigkeitsfehler ahnden. Das ist klar. Aber es scheint uns von der Mehrheit wirklich wichtig, dass wir hier in der Definition der Marktmanipulation zwischen dem Bereich der Finanzmarktregulierung und dem Bereich der Regulierung der Grosshandelsmärkte keine Differenz schaffen, wie das Herr Bundesrat Rösti gesagt hat.

Die Definition stammt aus der Gesetzgebung bezüglich der Finanzmärkte, wo das Dispositiv schon länger besteht und eigentlich klar ist. Durch die Elcom würde eins zu eins die Praxis der Finma übernommen, um festzustellen, ob die betreffenden Personen aufgrund ihrer Kenntnisse und Erfahrungen und unter Anwendung der nach den Umständen gebotenen Sorgfalt wussten oder hätten wissen müssen, dass ihre Verhaltensweisen nachteilige Auswirkungen auf den Markt haben können. Das ist sozusagen die Definition, wie man damit



umgeht. Es scheint uns wichtig, dass diese Definition, die für die Finanzmärkte gilt, neu auch für die Energie-grosshandelsmärkte gelten soll.

Deshalb bitte ich Sie nochmals im Namen der Kommissionsmehrheit, die mit 17 zu 6 Stimmen zustande gekommen ist, beim Antrag der Mehrheit zu bleiben und diesen zu unterstützen.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

Bundesgesetz über die Aufsicht und Transparenz in den Energiegrosshandelsmärkten **Loi fédérale sur la surveillance et la transparence des marchés de gros de l'énergie**

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

AB 2024 N 1197 / BO 2024 N 1197

Art. 3

Antrag der Kommission

Abs. 1

...

b. ...

...

3bis. Vertrag über die Speicherung von Strom oder Gas in der Schweiz;

4. ... erzeugt, gehandelt, gespeichert oder geliefert wird, oder ...

...

g. organisierter Markt: Energiebörse, Energievermittler, Kapazitätsplattform für Energie oder anderes System bzw. andere Einrichtung, innerhalb welchem oder welcher zahlreiche Interessen Dritter betreffend Kauf oder Verkauf von Energiegrosshandelsprodukten so miteinander interagieren, dass eine Transaktion zustande kommen kann;

h. Orderbuch: alle Einzelheiten zu Transaktionen und Handelsaufträgen in Bezug auf Energiegrosshandelsprodukte, die auf einem organisierten Markt abgeschlossen oder erteilt werden, einschliesslich von zusammengeführten und nicht zusammengeführten Handelsaufträgen sowie von Handelsaufträgen, die vom System oder von Lebenszyklus-Ereignissen ausgelöst werden;

i. ausserbörslich: Transaktion betreffend ein Energiegrosshandelsprodukt, die ausserhalb eines organisierten Markts abgeschlossen wird;

j. algorithmischer Handel: Handel, einschliesslich Hochfrequenzhandel, mit Energiegrosshandelsprodukten, bei dem ein Computeralgorithmus die einzelnen Parameter von Handelsaufträgen automatisch bestimmt, z. B. ob der Auftrag eingeleitet werden soll, Zeitpunkt, Preis bzw. Quantität des Auftrags oder wie der Auftrag nach seiner Einreichung bearbeitet werden soll, und zwar mit eingeschränkter oder gar keiner menschlichen Beteiligung. Davon ausgenommen sind Systeme, die nur zur Weiterleitung von Aufträgen zu einem oder mehreren organisierten Märkten, zur Bearbeitung von Aufträgen ohne Bestimmung von Auftragsparametern, zur Bestätigung oder Ausführung von Aufträgen oder zur Nachhandelsbearbeitung ausgeführter Aufträge verwendet werden;

k. direkter elektronischer Zugang: Vereinbarung, in deren Rahmen ein Marktteilnehmer einer anderen Person die Nutzung seines Handelscodes gestattet, damit diese Person Aufträge, die ein Energiegrosshandelsprodukt betreffen, elektronisch direkt an einen organisierten Markt übermitteln kann. Als direkter elektronischer Zugang



gilt jede Vereinbarung, die die Nutzung der Infrastruktur des Marktteilnehmers oder eines Verbindungssystems des Marktteilnehmers umfasst (direkter Marktzugang), sowie jede Vereinbarung, die keine Nutzung der Informationsinfrastruktur des Marktteilnehmers beinhaltet (geförderter Zugang);

l. Referenzwert: öffentlich zugänglicher oder veröffentlichter Kurs, Index oder Wert, der regelmässig bestimmt wird und auf dessen Grundlage der zu entrichtende Betrag für ein Energiegrosshandelsprodukt oder für einen auf ein solches Produkt lautenden Vertrag oder der Preis eines Energiegrosshandelsprodukts bestimmt wird;
Abs. 2

Der Bundesrat legt fest, was als bedeutender Einfluss auf die Preise nach Absatz 1 Buchstabe b Ziffern 1 und 2 gilt. Er kann überdies den Geltungsbereich von Absatz 1 Buchstabe b Ziffer 3bis auf Verträge beschränken, die die Speicherung von Strom oder Gas in der Schweiz in einer Anlage mit bedeutender Speicherkapazität betreffen.

Art. 3

Proposition de la commission

Al. 1

...

b. ...

...

3bis. tout contrat relatif au stockage d'électricité ou de gaz en Suisse;

4. ... ou au gaz généré, négocié, stocké ou livré en Suisse, ou au ...

...

g. place de marché organisée: toute bourse de l'énergie, intermédiaire en énergie, plateforme de capacité énergétique ainsi que tout autre système ou dispositif au sein duquel de multiples intérêts d'achat ou de vente exprimés par des tiers pour des produits énergétiques de gros interagissent d'une manière qui peut aboutir à une transaction;

h. carnet d'ordres: tous les détails relatifs aux transactions effectuées et aux ordres émis sur des places de marché organisées concernant des produits énergétiques de gros, y compris les ordres appariés et non appariés ainsi que les ordres générés par le système et les événements du cycle de vie;

i. de gré à gré: toute transaction portant sur un produit énergétique de gros effectuée en dehors d'une place de marché organisée;

j. trading algorithmique: toute négociation comprenant le trading à haute fréquence de produits énergétiques de gros dans laquelle un algorithme détermine automatiquement les paramètres individuels des ordres, tels que la décision de lancer l'ordre, la date et l'heure, le prix ou la quantité de l'ordre, ou encore la manière de gérer l'ordre après sa soumission, le tout avec une intervention humaine limitée ou sans intervention humaine. Sont exclus les systèmes utilisés uniquement pour acheminer des ordres vers une ou plusieurs places de marché organisées, pour le traitement d'ordres n'impliquant la détermination d'aucun paramètre de négociation, pour la confirmation ou l'exécution des ordres ou encore pour le traitement post-négociation des transactions exécutées;

k. accès électronique direct: tout accord par lequel un participant au marché permet à une autre personne d'utiliser son code de négociation de manière à ce que cette dernière puisse transmettre électroniquement et directement à une place de marché organisée des ordres relatifs à un produit énergétique de gros. Est considéré comme un accès électronique direct tout accord qui impliquent l'utilisation de l'infrastructure informatique du participant au marché ou de tout système de connexion fourni par ledit participant (accès direct au marché) ainsi que tout mécanisme qui n'impliquent aucune utilisation de l'infrastructure informatique du participant au marché (accès sponsorisé);

l. indice de référence: tout taux, indice ou chiffre mis à la disposition du public ou publié, qui est déterminé régulièrement et sur la base duquel sont déterminés le montant à verser au titre d'un produit énergétique de gros ou d'un contrat relatif à un tel produit, ou le prix d'un produit énergétique de gros;

Al. 2

Le Conseil fédéral détermine ce qu'il faut entendre par "influencer significativement le prix" à l'alinéa 1 lettre b chiffres 1 et 2. Il peut en outre limiter la portée de l'alinéa 1 lettre b chiffre 3bis aux contrats relatifs au stockage d'électricité ou de gaz en Suisse par une installation disposant d'une capacité de stockage significative.

Angenommen – Adopté



Art. 4

Antrag der Kommission

Abs. 1–5

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 6

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten ...

Abs. 7

... die Verträge nach Artikel 11 Absatz 9 Buchstaben b, c und d betreffen.

Art. 4

Proposition de la commission

Al. 1–5

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 6

Le Conseil fédéral règle ...

Al. 7

... à l'un des contrats visés à l'article 11 alinéa 9 lettres b, c et d.

Angenommen – Adopté

AB 2024 N 1198 / BO 2024 N 1198

Art. 5

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 5a

Antrag der Kommission

Titel

Bezeichnung einer Vertretung in der Schweiz

Abs. 1

Teilnehmer am Schweizer Markt mit Sitz oder Wohnsitz im Ausland müssen eine Vertretung in der Schweiz bezeichnen.

Abs. 2

Die Vertretung muss mittels schriftlichem Auftrag bezeichnet werden und ermächtigt sein, im Namen des Teilnehmers am Schweizer Markt zu handeln.

Abs. 3

Die Teilnehmer am Schweizer Markt müssen der Elcom den Namen, die Adresse, die E-Mail-Adresse sowie die Telefonnummer ihrer Vertretung übermitteln. Sie müssen der Elcom Änderungen der nach diesem Absatz übermittelten Informationen unverzüglich mitteilen.

Abs. 4

Sie statten ihre Vertretung mit den notwendigen Mitteln aus, um eine effiziente Zusammenarbeit mit der Elcom zu gewährleisten.

Abs. 5

Der Bundesrat legt die Einzelheiten des Bezeichnungsverfahrens fest und umschreibt die Zusammenarbeit zwischen der Elcom und der Vertretung näher. Er kann überdies Ausnahmen von der Bezeichnungspflicht vorsehen, wenn sich die Schweiz durch eine internationale Vereinbarung dazu verpflichtet hat.

Art. 5a

Proposition de la commission

Titre

Désignation d'un représentant en Suisse



Al. 1

Les participants au marché suisse qui ont leur siège ou leur domicile à l'étranger doivent désigner un représentant en Suisse.

Al. 2

Le représentant doit être désigné par un mandat écrit et être autorisé à agir au nom du participant au marché suisse.

Al. 3

Les participants au marché suisse doivent communiquer à l'ElCom le nom, l'adresse, l'adresse électronique ainsi que le numéro de téléphone de leur représentant. Ils communiquent immédiatement toute modification concernant les informations transmises conformément au présent alinéa.

Al. 4

Ils fournissent à leur représentant les moyens nécessaires pour assurer une collaboration efficace avec l'ElCom.

Al. 5

Le Conseil fédéral règle les modalités de la désignation et précise la collaboration entre l'ElCom et le représentant. Il peut en outre prévoir des exceptions à l'obligation de désignation dans la mesure où la Suisse s'y est engagée en vertu d'un accord international.

Angenommen – Adopté

Art. 6

Antrag der Kommission

Abs. 1–3, 5

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 4

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten ...

Art. 6

Proposition de la commission

Al. 1–3, 5

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 4

Le Conseil fédéral règle ...

Angenommen – Adopté

Art. 7

Antrag der Kommission

Abs. 1–3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 4

Der Bundesrat umschreibt die der Elcom ...

Art. 7

Proposition de la commission

Al. 1–3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 4

Le Conseil fédéral précise ...

Angenommen – Adopté

Art. 8

Antrag der Kommission

Abs. 1–5

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Abs. 6

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten ...

Art. 8

Proposition de la commission

Al. 1–5

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 6

Le Conseil fédéral règle ...

Angenommen – Adopté

Art. 9

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 10

Antrag der Kommission

Abs. 1–3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 4

... überführt werden. Der Bundesrat regelt die Einzelheiten der Überführung.

Art. 10

Proposition de la commission

Al. 1–3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 4

... une nouvelle plateforme. Le Conseil fédéral règle les modalités ...

Angenommen – Adopté

Art. 11

Antrag der Kommission

Abs. 1–3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3bis

Die organisierten Märkte übermitteln der Elcom die Daten zum Orderbuch, das Transaktionen und Handelsaufträge nach den Absätzen 1 Buchstabe a und 3 Buchstabe a betrifft.

AB 2024 N 1199 / BO 2024 N 1199

Abs. 4–7

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 7bis

Der Bundesrat kann die Teilnehmer am Schweizer Markt und die Teilnehmer am europäischen Markt verpflichten, der Elcom nach Energiegrosshandelsprodukt aufgeschlüsselte Angaben zu ihren Risikopositionen zu übermitteln.

Abs. 8

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten des Übermittlungsverfahrens ...

Abs. 9

... nach Artikel 3 Absatz 1 Buchstabe b Ziffern 1, 2 und 3bis. Er kann überdies Ausnahmen ...

...





d. Verträge über die Speicherung von Strom oder Gas in einer Anlage mit beschränkter Speicherkapazität.

Art. 11

Proposition de la commission

Al. 1–3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3bis

Les places des marchés organisées communiquent à l'ElCom les informations relatives au carnet d'ordres concernant les transactions et les ordres visées à l'alinéa 1 lettre a et à l'alinéa 3 lettre a.

Al. 4–7

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 7bis

Le Conseil fédéral peut obliger les participants au marché suisse et les participants au marché européen à fournir à l'ElCom les informations relatives à leurs expositions, détaillées par produit énergétique de gros.

Al. 8

Le Conseil fédéral règle ...

Al. 9

... visés à l'article 3 alinéa 1 lettre b chiffres 1, 2 et 3bis. Il peut prévoir en outre ...

...

d. pour les contrats portant sur le stockage d'électricité ou de gaz par une installation de stockage ayant une capacité de stockage réduite.

Angenommen – Adopté

Art. 12

Antrag der Kommission

Abs. 1–5

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 6

Der Bundesrat regelt die Einzelheiten ...

Art. 12

Proposition de la commission

Al. 1–5

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 6

Le Conseil fédéral règle les modalités ...

Angenommen – Adopté

Art. 13, 14

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 14a

Antrag der Kommission

Titel

Algorithmischer Handel

Abs. 1

Teilnehmer am Schweizer Markt und Teilnehmer am europäischen Markt, die algorithmischen Handel betreiben, müssen dies der Elcom melden.



Abs. 2

Sie müssen überdies über wirksame Systeme und Risikokontrollen verfügen, um sicherzustellen, dass ihre Handelssysteme:

- a. belastbar sind und über ausreichende Kapazitäten für Spitzenvolumina an Aufträgen verfügen;
- b. angemessenen Handelsschwellen und Handelsobergrenzen unterliegen;
- c. die Übermittlung von fehlerhaften Aufträgen oder Fehlfunktionen verhindern, die Störungen auf dem Energiegrosshandelsmarkt verursachen oder dazu beitragen können.

Abs. 3

Sie sorgen dafür, dass ihre Handelssysteme vollständig geprüft sind und regelmässig kontrolliert werden, damit die in Absatz 2 festgelegten Anforderungen erfüllt werden. Sie erarbeiten wirksame Notfallvorkehrungen, um im Fall von Störungen in ihren Handelssystemen die Wiederaufnahme des Geschäftsbetriebs zu gewährleisten.

Abs. 4

Auf Verlangen müssen sie der Elcom detaillierte Informationen über die algorithmischen Handelsstrategien und über ihre Systeme und Risikokontrollen übermitteln.

Abs. 5

Sie sorgen dafür, dass Aufzeichnungen über sämtliche zweckdienliche Angaben gemäss Absatz 4 während fünf Jahren aufbewahrt werden.

Abs. 6

Der Bundesrat legt die Einzelheiten in Bezug auf das Handelssystem fest und umschreibt die der Elcom zu übermittelnden Informationen näher.

Art. 14a

Proposition de la commission

Titre

Trading algorithmique

Al. 1

Les participants au marché suisse et les participants au marché européen ayant recours au trading algorithmique doivent l'annoncer à l'EICom.

Al. 2

Ils doivent en outre disposer de systèmes et de contrôles de risques efficaces pour garantir que leurs systèmes de négociation:

- a. soient résilients et possèdent une capacité suffisante pour gérer les volumes les plus élevés d'ordres;
- b. soient soumis à des seuils et limites de négociation appropriés;
- c. préviennent l'envoi d'ordres erronés ou tout dysfonctionnement susceptible de créer ou de contribuer à une perturbation du marché de gros de l'énergie.

Al. 3

Ils veillent à ce que leurs systèmes de négociation soient entièrement testés et régulièrement contrôlés de manière à garantir le respect des exigences visées à l'alinéa 2. Ils mettent en place des plans de continuité des activités efficaces pour faire face à toute défaillance de leurs systèmes de négociation.

Al. 4

Sur requête, ils doivent fournir à l'EICom des informations détaillées sur la nature des stratégies de trading algorithmique adoptées et sur leurs systèmes et contrôles de risques.

Al. 5

Ils veillent à conserver un enregistrement de toutes les informations pertinentes visées à l'alinéa 4 pendant une durée de 5 ans.

Al. 6

Le Conseil fédéral règle les modalités liées au système de négociation et précise les informations qui doivent être fournies à l'EICom.

Angenommen – Adopté

AB 2024 N 1200 / BO 2024 N 1200



Art. 14b

Antrag der Kommission

Titel

Direkter elektronischer Zugang

Abs. 1

Teilnehmer am Schweizer Markt und Teilnehmer am europäischen Markt, die direkten elektronischen Zugang zu einem organisierten Markt gewähren, müssen dies der Elcom melden.

Abs. 2

Die in Artikel 14a Absätze 2 und 3 genannten Anforderungen sind sinngemäss anwendbar.

Abs. 3

Auf Verlangen müssen sie der Elcom zudem eine detaillierte Beschreibung ihrer Systeme und Risikokontrollen übermitteln.

Abs. 4

Sie sorgen dafür, dass Aufzeichnungen über sämtliche zweckdienliche Angaben gemäss Absatz 3 während fünf Jahren aufbewahrt werden.

Abs. 5

Der Bundesrat legt die Einzelheiten in Bezug auf den direkten elektronischen Zugang fest und umschreibt die der Elcom zu übermittelnden Informationen näher.

Art. 14b

Proposition de la commission

Titre

Accès électronique direct

Al. 1

Les participants au marché suisse et les participants au marché européen qui fournissent un accès électronique direct à une place de marché organisée doivent l'annoncer à l'ElCom.

Al. 2

Les exigences fixées à l'article 14a alinéas 2 et 3 sont applicables par analogie.

Al. 3

Sur requête, ils doivent en outre fournir à l'ElCom une description détaillée de leurs systèmes et contrôles de risques.

Al. 4

Ils veillent à conserver un enregistrement de toutes les informations pertinentes visées à l'alinéa 3 pendant une durée de 5 ans.

Al. 5

Le Conseil fédéral règle les modalités liées à l'accès électronique direct et précise les informations qui doivent être fournies à l'ElCom.

Angenommen – Adopté

Art. 15

Antrag der Kommission

Abs. 1

Vermittler ...

a. wirksame Vorkehrungen treffen und wirksame Verfahren einführen, mit denen:

1. unzulässiges Marktverhalten nach Artikel 16 oder 17 sowie Verstösse gegen die Veröffentlichungspflicht nach Artikel 6 oder 7 festgestellt werden können,

2. sichergestellt wird, dass ihre Mitarbeitenden frei von jeglichen Interessenkonflikten sind und unabhängig handeln,

3. verdächtige Transaktionen und Handelsaufträge erkannt und gemeldet werden.

b. ... nach Artikel 16 oder 17 oder einen Verstoß gegen die Veröffentlichungspflicht nach Artikel 6 oder 7 darstellen könnten, dies unverzüglich der Elcom melden.

Abs. 2

Für die Zwecke der Aufsicht über abgeschlossene Transaktionen und erteilte Handelsaufträge auf den Energiegrosshandelsmärkten müssen die organisierten Märkte der Elcom auf Verlangen unverzüglich Zugang zum



Orderbuch gewähren, das schweizerische Energiegrosshandelsprodukte betrifft. Der Bundesrat umschreibt die Einzelheiten dieses Zugangs näher.

Art. 15

Proposition de la commission

Al. 1

Les intermédiaires ...

- a. prennent des dispositions efficaces et mettent en place des procédures efficaces pour
 1. déceler tout comportement de marché illicite au sens des articles 16 ou 17 ainsi que toute violation de l'obligation de publication au sens des articles 6 ou 7;
 2. garantir que leurs employés soient libres de tout conflit d'intérêts et agissent en toute indépendance;
 3. détecter et signaler les transactions et les ordres suspects.
- b. ... au sens des articles 16 ou 17 ou une violation de l'obligation de publication au sens des articles 6 ou 7.

Al. 2

Aux fins de surveillance des transactions effectuées et des ordres émis sur les marchés de gros de l'énergie, les places des marchés organisées doivent, sur demande de l'EICom, donner à cette dernière un accès immédiat au carnet d'ordres portant sur des produits énergétiques de gros suisse. Le Conseil fédéral précise les modalités de cet accès.

Angenommen – Adopté

Art. 16

Antrag der Kommission

Abs. 1–4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 5

Der Bundesrat erlässt Bestimmungen über die zulässige Nutzung ...

Art. 16

Proposition de la commission

Al. 1–4

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 5

Le Conseil fédéral édicte ...

Angenommen – Adopté

Art. 17

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

...

b. Transaktionen abschliessen, Handelsaufträge erteilen, ändern oder zurückziehen oder andere Handlungen begehen, die schweizerische Energiegrosshandelsprodukte ...

...

2. ... erzielt wird, ausser es wird aus berechtigten Gründen gehandelt und die Transaktion oder der Handelsauftrag entspricht der zulässigen Marktpraxis auf dem betreffenden Energiegrosshandelsmarkt.

c. Informationen zu einem Referenzwert, der schweizerische Energiegrosshandelsprodukte betrifft, übermitteln, von denen sie wissen oder wissen müssen, dass sie falsch oder irreführend sind, oder andere Handlungen begehen, von denen sie wissen oder wissen müssen, dass dadurch die Berechnung eines Referenzwerts, der schweizerische Energiegrosshandelsprodukte betrifft, manipuliert wird.

Abs. 2

Der Bundesrat umschreibt die zulässige Marktpraxis ...



Antrag der Minderheit

(Vincenz, de Montmollin, Graber, Kolly, Paganini, Wasserfallen Christian)

Abs. 1 Einleitung

Unzulässig handeln natürliche und juristische Personen, die vorsätzlich oder grobfahrlässig:

Abs. 1 Bst. a, b

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

(die Änderung betrifft nur den französischen Text)

Abs. 1 Bst. c

c. Informationen zu einem Referenzwert, der schweizerische Energiegrosshandelsprodukte betrifft, übermitteln, von denen sie wissen oder wissen müssen, dass sie falsch oder

AB 2024 N 1201 / BO 2024 N 1201

irreführend sind, oder andere Handlungen begehen, von denen sie wissen oder wissen müssen, dass dadurch die Berechnung eines Referenzwerts, der schweizerische Energiegrosshandelsprodukte betrifft, manipuliert wird.

Art. 17

Proposition de la majorité

Al. 1

...

b. qui effectue des transactions, émet, modifie ou retire des ordres ou adopte tout autre comportement qui concernent des produits ...

...

2. Adhérer au projet du Conseil fédéral

(la modification ne concerne que le texte allemand)

c. qui transmet des informations sur un indice de référence qui concerne des produits énergétiques de gros suisses dont elle sait ou doit savoir qu'elles sont fausses ou trompeuses, ou adopte tout autre comportement dont elle sait ou doit savoir qu'il conduit à la manipulation du calcul d'un indice de référence qui concerne des produits énergétiques de gros suisses.

Al. 2

Le Conseil fédéral précise ...

Proposition de la minorité

(Vincenz, de Montmollin, Graber, Kolly, Paganini, Wasserfallen Christian)

Al. 1

... physique ou morale qui, de manière intentionnelle ou par négligence grave:

a. diffuse publiquement des informations ...

b. effectue des transactions ou ...

c. transmet des informations sur un indice de référence qui concerne des produits énergétiques de gros suisses dont elle sait ou doit savoir qu'elles sont fausses ou trompeuses, ou adopte tout autre comportement dont elle sait ou doit savoir qu'il conduit à la manipulation du calcul d'un indice de référence qui concerne des produits énergétiques de gros suisses.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 23.083/29111)

Für den Antrag der Minderheit ... 114 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 80 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Art. 18–28

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 29

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

... nach Artikel 4, gegen die Bezeichnungspflicht nach Artikel 5a oder gegen die Übermittlungspflicht ...

Art. 29

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

... prévue à l'article 4, l'obligation de désignation prévue à l'article 5a ou l'obligation de communication prévue à l'article 11.

Angenommen – Adopté

Art. 30–38

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 38a

Antrag der Kommission

Titel

Übermittlung von Informationen durch Marktteilnehmer und Vermittler an ausländische Behörden

Abs. 1

Ein Teilnehmer am Schweizer Markt, ein Teilnehmer am europäischen Markt oder ein Vermittler am Schweizer Markt kann Informationen an ausländische Aufsichtsbehörden für die Energiegrosshandelsmärkte übermitteln, sofern:

- a. diese Informationen der Elcom zur Verfügung gestellt worden sind;
- b. die Voraussetzungen von Artikel 37 Absatz 2 erfüllt sind, und
- c. die Rechte Dritter gewahrt werden.

Abs. 2

Vor jeder Übermittlung von Informationen müssen sie die betreffende ausländische Behörde über ihre Pflicht zur Erfüllung der Voraussetzungen nach Artikel 37 Absatz 2 informieren.

Abs. 3

Die Elcom führt unentgeltlich und in elektronischer Form ein öffentliches Register der ausländischen Aufsichtsbehörden für die Energiegrosshandelsmärkte:

- a. denen sie bereits Amtshilfe geleistet hat;
- b. für die auf dem Rechtsweg festgestellt wurde, dass sie die Voraussetzungen nach Artikel 37 Absatz 2 erfüllen, und
- c. mit denen sie eine bilaterale Zusammenarbeitsvereinbarung im Bereich der Amtshilfe abgeschlossen hat.

Abs. 4

Jede Übermittlung von Informationen an eine Behörde, die nicht im Register aufgeführt ist, muss von der Elcom bewilligt werden.



Abs. 5

Die Elcom kann jederzeit den Amtshilfeweg vorbehalten. Sie kann überdies die Veröffentlichung oder die Weitergabe von Informationen aus dem Aufsichtsverhältnis von ihrer Zustimmung abhängig machen, wenn keine überwiegenden privaten oder öffentlichen Interessen entgegenstehen.

Art. 38a

Proposition de la commission

Titre

Transmission d'informations par les participants au marché et les intermédiaires à des autorités étrangères

Al. 1

Un participant au marché suisse, un participant au marché européen ou un intermédiaire au marché suisse peut transmettre des informations aux autorités étrangères de surveillance des marchés de gros de l'énergie pour autant que:

- a. ces informations aient été fournies à l'EICom;
- b. les conditions de l'article 37 alinéa 2 soient remplies, et
- c. les droits des tiers soient garantis.

Al. 2

Avant chaque transmission d'information, ils doivent informer l'autorité étrangère concernée de son obligation de respecter les conditions visées à l'article 37 alinéa 2.

Al. 3

L'EICom tient gratuitement et sous forme électronique un registre public des autorités étrangères de surveillance des marchés de gros de l'énergie:

- a. auxquelles elle a déjà fourni une assistance administrative;
- b. pour lesquelles il a été constaté par voie judiciaire qu'elles remplissent les conditions visées à l'article 37 alinéa 2, et
- c. avec lesquelles elle a conclu un accord de coopération bilatéral pour l'assistance administrative.

AB 2024 N 1202 / BO 2024 N 1202

Al. 4

Toute transmission d'informations à une autorité autre que celles figurant dans le registre requiert une autorisation de l'EICom.

Al. 5

L'EICom peut réserver en tout temps la voie de l'assistance administrative. Elle peut en outre soumettre à son approbation la publication ou la transmission d'informations découlant de la relation de surveillance, pour autant que des intérêts prépondérants privés ou publics ne s'y opposent pas.

Angenommen – Adopté

Art. 39–48

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Änderung anderer Erlasse

Modification d'autres actes

Ziff. 1–3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Ch. 1–3

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 23.083/29112)

Für Annahme des Entwurfes ... 194 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

Präsidentin (Riniker Maja, erste Vizepräsidentin): Das Geschäft geht an den Ständerat.